

Nouveau contrat social : un renouveau démocratique ?

1. PÉRICLÈS : principes de la démocratie
2. Sommes-nous en Démocratie ?
3. les risques de l'absence de Démocratie
4. Qu'est-ce que la Démocratie ?
5. quelles sont les conditions de son existence ?
6. Quels obstacles s'y opposent-ils ?

1. PÉRICLÈS : principes de la démocratie

« Notre constitution politique n'a rien à envier aux lois qui régissent nos voisins ; loin d'imiter les autres, nous donnons l'exemple à suivre. Du fait que l'État, chez nous, est administré dans l'intérêt de la masse et non d'une minorité, notre régime a pris le nom de démocratie. En ce qui concerne les différends particuliers, l'égalité est assurée à tous par les lois ; mais en ce qui concerne la participation à la vie publique, chacun obtient la considération en raison de son mérite, et la classe à laquelle il appartient importe moins que sa valeur personnelle ; enfin nul n'est gêné par la pauvreté ni par l'obscurité de sa condition sociale, s'il peut rendre des services à la cité. La liberté est notre règle dans le gouvernement de la république et, dans nos relations quotidiennes, la suspicion n'a aucune place ; nous ne nous irritons pas contre le voisin, s'il agit à sa tête ; enfin nous n'usons pas de ces humiliations qui, pour n'entraîner aucune perte matérielle, n'en sont pas moins douloureuses par le spectacle qu'elles donnent. La contrainte n'intervient pas dans nos relations particulières ; une crainte salutaire nous retient de transgresser les lois de la république ; nous obéissons toujours aux magistrats et aux lois, et, parmi celles-ci, surtout à celles qui assurent la défense des opprimés et qui, tout en n'étant pas codifiées, infligent à celui qui les viole un mépris universel. »

Si besoin en était, nous pouvons constater que l'idée démocratique **n'est pas si récente** puisque ces propos de Périclès, qui devraient nous réjouir, proviennent du « Discours aux morts » dans Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, II, 36-43, V^e siècle av. J.-C.

Bien sûr, nous n'oublierons pas que la démocratie athénienne **excluait** de la qualité de citoyen, les femmes, les esclaves... mais 2500 ans plus tard, toute anachronie mise à part, sommes-nous en mesure de fanfaronner avec notre « démocratie » ?

Nous avons abandonné le suffrage censitaire pour le suffrage universel pour les hommes en 1848 et pour les femmes en 1946. Quant à l'esclavage, que dire des conditions de vie que notre consommation de masse à bas prix impose à leurs producteurs éloignés. Et notre fraternité quand, en 10 ans, 20 000 personnes se sont noyées en Méditerranée.

Périclès prononce cet éloge des morts de la première année de guerre, notamment pour expliquer pourquoi on se bat, à savoir pour défendre la démocratie. Il dit, nous défendons d'abord **l'égalité** des citoyens, une égalité appuyée sur le mérite, sans distinction de classe. Nous défendons ensuite **la liberté** des citoyens d'agir comme ils l'entendent chez eux. Mais, dans l'espace public, nous devons nous comporter correctement. C'est la liberté appuyée sur la distinction entre **espace public et espace privé** : un fondement de la démocratie. Enfin, il défend la protection des plus faibles soit une dimension de **fraternité**. On retrouve donc ici la devise républicaine. Et il s'oppose à toute forme d'humiliation dans l'exercice du pouvoir, défendant ainsi **la Dignité** humaine.

Notons que Périclès ajoute un dernier point. Nous respectons les lois mais aussi les lois non écrites, dont la transgression jette l'opprobre sur celui qui l'a commise ? (transgressé). C'est une dimension

de la démocratie antique qui la distingue de la démocratie des modernes : les Grecs désignent cette vertu sous le nom d'*aidos*, que l'on peut traduire par "honneur", "pudeur", "dignité". Que l'on peut rapprocher de ce qu'Orwell appelle la « common decency », « **la décence** des gens ordinaires », les qualités morales qui les distinguent de ceux qui vivent dans l'excès, l'indécence, l'« hubris ».

C'est l'idée que nous existons sous le regard des autres. C'est justement le contraire de l'individualisme libéral. Vivant en communauté, notre intérêt devrait être **commun** et pour aller vers le bien **commun**, il faut être digne ou "décent" (pour reprendre un terme orwellien).

Cette valeur, l'*aidos*, se construit donc **horizontalement** car nous existons sous le regard des autres, dans la société telle qu'elle est, et **verticalement**, car elle nous impose de nous montrer dignes de ceux qui nous ont précédés mais aussi de ceux qui suivront : nous nous inscrivons bien dans une généalogie, la chaîne d'union.

Cette dimension a aujourd'hui grandement **disparu** car nous estimons que, justement, **l'individu** doit se délier de tout ce que la communauté peut lui imposer. Nous avons rompu les liens qui tissent la fraternité et nous donnent conscience que nous appartenons à un **même monde** pour nous projeter dans un **destin commun**, lequel fonde le pacte social.

Cette adhésion à un pacte social se traduit émotionnellement et négativement (peut s'illustrer par un certain) par un sentiment de honte de ceux qui transgresseraient les règles. L'*aidos* athénien contient aussi **la honte**.

Le mot pourrait également se traduire par "vergonne" que nous ne connaissons plus que sous la forme d'une expression négative, "sans vergogne", preuve peut-être de la rupture du pacte social, par délitement du contrat social.

2. Sommes-nous en Démocratie ?

Ce qui pose la question pour aujourd'hui : sommes-nous réellement en démocratie ? de quoi parle-t-on ou pas lorsque l'on parle de démocratie ?

2.1 quelle est la situation de la démocratie dans le monde ?

La question pourrait sembler une provocation pour ce qui concerne notre pays, mais à coup sûr pas pour beaucoup de pays dits « démocratiques » dans le monde.

Nous nous inquiétons à juste titre de l'évolution des démocraties « occidentales » vers des régimes qui **mettent à mal l'idéal démocratique**, que ce soit aux États-Unis avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, Javier Milei en Argentine, Georgia Melloni en Italie, Victor Orban en Hongrie. Et d'assister partout dans nos pays à la montée inexorable des partis d'extrême-droite, précédant peut-être leur accession ou celle de leurs idées au pouvoir.

Pire encore, nous voyons apparaître des alliances inédites comme entre l'Amérique de D. Trump et la Russie de Vladimir Poutine. Qui n'est qu'un stade supplémentaire dans les alliances des démocraties dites occidentales avec des régimes autoritaires voire dictatoriaux. La « realpolitik » est une chose parfois compréhensible, mais la collusion et le partage d'intérêts économiques qui conduisent à la guerre ont tout lieu de nous inquiéter.

Cette évolution n'est pas très récente. Depuis une vingtaine d'années sont apparus partout dans le monde des entités qui échappent au contrôle démocratique et donc au partage des richesses produites. Qu'il s'agisse de cités-états comme Singapour, de paradis fiscaux, la Suisse et bien d'autres, d'enclaves dotées d'un statut d'extraterritorialité, de ports francs, de technopoles, de « pôles d'innovation », 5400 zones dans le monde échappent aux contrôles économique et démocratique des états-nations.

Comme le dit Peter Thiel, fondateur de PayPal : « je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles ». Cette idéologie des libertariens a gagné du terrain au point d'arriver au pouvoir aux États-Unis et de gangrener l'ensemble du monde occidental y compris notre pays. L'organisation qui se développe associe cette idéologie, des acteurs privés et des gouvernements qui les soutiennent. L'enjeu est donc pour les promoteurs de cette forme de capitalisme, l'abolition de l'État social et de la démocratie qui font obstacle à la poursuite illusoire de la croissance et à la bonne santé des marchés. À ce stade, liberté économique et libertés politiques semblent antinomiques. Comme le disait le conseiller de Trump, Stephen Moore, en 2019 « le capitalisme est bien plus important que la démocratie. Je ne suis moi-même pas un fervent adepte de la démocratie ». Et nous assistons à la capture des États par des acteurs économiques, Elon Musk est-il le 1^{er} d'une longue liste ?

2.2 Et en France, où en est la Démocratie ?

Pour trouver des preuves que le système politique français actuel n'est **pas réellement démocratique**, nous avons l'embarras du choix. Des traits spécifiques de notre système, différents dans d'autres démocraties, sont répertoriés : la non-reconnaissance du vote blanc ; l'absence de scrutin proportionnel plurinominal aux élections législatives ; la possibilité pour l'exécutif, par l'article 49-3 de la Constitution, d'imposer une loi sans vote des députés ; l'impossibilité pour les citoyens de demander directement un référendum... Ainsi, rien n'est plus simple que de trouver des lois instaurées en France alors qu'elles allaient à l'encontre de l'avis de la majorité des citoyens **et à l'inverse des lois non appliquées (DALO, 20% de bio dans les écoles...)**.

Examinons ensuite **les élections** qui sont aujourd'hui devenues le symbole par excellence de la démocratie. Si l'on s'en tient à la définition originelle et étymologique du mot démocratie (demos, le peuple et kratos, le pouvoir), l'élection est tout **le contraire de la démocratie**. En effet, en élisant des représentants, le citoyen **cède tout son pouvoir de décision** à l' élu. Ici, on lira avec utilité « *Les élections sont-elles la démocratie ?* »¹.

Une fois les élections passées, l'électeur n'a alors plus **aucun moyen d'action** sur les lois du pays, là encore maints exemples nous en donnent la preuve concrète.

Ce système permet à la fois de tenir les **citoyens écartés des débats et de protéger l'élite** de la volonté populaire qui pourrait remettre en cause son pouvoir et ses privilèges.

Ce système électoral conduit, de scrutin en scrutin, à l'idée que quel que soit le résultat des élections, **rien ne changera**. N'est-ce pas un constat objectif ? C'est ainsi que l'**abstention** grandit, et/ou que de nombreux électeurs mettent dans leur vote pour **l'extrême-droite** leurs espoirs de changement... (entre autres dégradations du contrat social.)

La possibilité d'une **délibération démocratique** supposerait donc de pouvoir **rompre avec l'ordre social actuel**. Dans celui-ci, le fait qu'une partie seulement des citoyens se sent légitime à avoir une opinion politique, permet de penser que l'absentéisme est, peut-être, moins un raté du système qu'une des conditions de son fonctionnement comme *système censitaire méconnu et inavouable*...

Malgré tous ces problèmes évidents, il reste **laborieux de critiquer** ouvertement notre « démocratie » actuelle.

Mais, lorsque les défenseurs du gouvernement représentatif mettent en opposition notre système démocratiquement défaillant avec les dictatures, ils distillent une vision binaire du monde où seuls deux systèmes seraient possibles. Bien évidemment, en **comparaison aux pires tyrannies**, notre

¹Serge-Christophe KOLM, Éditions du CERF, 1977.

modèle « démocratique » est préférable. Pourtant, le nivellement par le bas n'a jamais été une option constructive, d'autant qu'une dictature peut s'installer insidieusement, l'histoire en fait foi.

Ce d'autant plus que le système démocratique représentatif moderne (Manin 1995) est devenu un système incertain, voire un **leurre pour les masses populaires** et de justification rhétorique pour les élites gouvernantes.

En tout cas, tout au long de son histoire, le problème de la démocratie a été celui de la place dévolue au peuple dans le gouvernement.

Comme l'a montré le philosophe Bernard Manin, il allait de soi encore au XVIIIème siècle que ce qui était nommé **gouvernement représentatif s'opposait à la démocratie**.

Aujourd'hui, **tout le monde** se revendique **démocrate**. Le mot est même accolé et confondu avec toutes sortes de concepts comme la liberté ou l'État de droit. Se prétendre contre la démocratie à notre époque, qui pourrait y songer ?

Et pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi, ce n'est qu'au début du XIXème siècle que les politiciens s'emparent du mot « démocrate ». L'idée d'un « **gouvernement pour le peuple par le peuple** » est alors de plus en plus populaire. Mais à mesure que les dirigeants s'approprient le terme démocratie, **rien ne change** réellement dans le système de gouvernement. On conserve en effet jusqu'en 1848 un régime électif censitaire avec des **représentants** capables de financer leur vote et le peuple n'a presque jamais le loisir de **décider** par lui-même de son destin. Rappelons qu'il faut attendre 1946 pour que toutes les femmes votent.

Le vote pour des représentants repose sur l'idée, largement défendue par la majorité des philosophes et des historiens, que la **grande majorité citoyenne serait incompétente** à décider pour elle-même. Le peuple serait guidé par un vil instinct et ne serait **pas éduqué, ni qualifié**. En revanche, une minorité, **une élite, saurait mieux** que n'importe qui ce qui est bon pour l'ensemble de la société.

Ainsi donc, même si notre système se dit démocratique et nous autorise quelques voies d'action en ce sens, il est structurellement **dominateur et nous sommes soumis**, en l'état, à l'éventualité de ses volontés arbitraires.

Pour ce qui concerne les enjeux collectifs, le risque de la « tyrannie de la majorité » qui terrorise les libéraux classiques est finalement conjuré, dans le nouveau libéralisme, par l'alliance des **dirigeants et des experts** qui imposent les seules réformes jugées raisonnables et qui prétendent gouverner par **la vérité**.

Pour ce qui concerne les choix individuels en revanche, chacun est jugé souverain et est invité à faire valoir son opinion personnelle. Mais la liberté d'expression ne se traduit **jamais dans un pouvoir de gouverner**.

Comme **la liberté de manifester ou de protester**, - de moins en moins tolérée, notons-le - elle sert seulement d'**exutoire**, alimentant le grand **marché des opinions** où règne le *free speech*, interprété comme le droit de tout dire... dont on s'étonne et s'offusque quand se déversent sur les réseaux - a et anti-sociaux - des monceaux d'insanités et de haine. Malheureusement, un clavier et un écran, un téléphone « intelligent » ne rendent pas des énoncés pertinents ni démocratiques.

Cantonnée à l'exercice d'un droit individuel, cette **pseudo liberté d'expression** ne doit avoir aucune conséquence ni sur le gouvernement, ni sur le législateur, ni sur une définition collective de la vérité qui aurait une valeur contraignante pour les autres. Elle contribue au contraire à la fiction d'une

société constituée **d'atomes individuels**, condamnés à se soumettre aux discours lénifiants sur le « vivre ensemble » et qui ne peut, du fait de sa constitution **hétérogène et chaotique**, qu'être gouvernée de l'extérieur, par ceux qui se sont **extraits du peuple** et prétendent, à ce titre, avoir acquis la **capacité de l'éclairer et le diriger**.

La démocratie représentative n'est-elle pas, de plus, en train de se transformer en **démocratie de l'émotion** ?

En effet, la propagande, telle qu'elle est actuellement développée, systématisée et « euphémisée » sous les appellations de la « communication » et de " l'information », tend à soumettre l'intellect aux affects.

De ce fait, aujourd'hui peut-être plus encore qu'hier, le processus d'abrutissement par l'évacuation de la réflexion critique, par le martèlement des slogans exaltant le vécu immédiat, le pulsionnel et le fusionnel, par la réduction du langage au boniment publicitaire et par l'appauvrissement intellectuel qui l'accompagne, a pénétré profondément l'ensemble de la culture et de la vie sociale.

Le discours public ne sert plus qu'à masquer le vide de la pensée, à proférer avec aplomb des arguments spécieux ou controuvés², à habiller d'une apparence de bon sens le déni de toute logique rationnelle, à rendre admirables et honorables des actes ou des idées ignobles et méprisables... qui ont conduit aux horreurs du XXème siècle.

C'est ainsi qu'à la veille des catastrophes de la Deuxième Guerre Mondiale, Walter Benjamin avait l'intuition que loin d'être une exception, une aberration, une anomalie à la société capitaliste moderne, **le fascisme en est la vérité**, vision prémonitoire de ce qui semble se produire actuellement aux USA, comme un symbole ?

Profondément enraciné dans le **progrès industriel et technique**, le fascisme se révèle comme une barbarie politique et sociale accomplissant cette promesse maléfique d'une « administration totale » de l'humanité, promesse propre à la modernité industrielle. Alain Supiot parle, lui, de « **marché total** »³.

C'est, note Walter Benjamin avec beaucoup de lucidité, ce qui explique que le fascisme ait pu triompher si aisément dans les états les plus « civilisés », il appartient à leur **culture technique**.

Comment ne pas évoquer ces phrases terribles de Simone Weil : « *Il est bien injuste de dire par exemple que le fascisme anéantit la pensée libre ; en réalité c'est l'absence de pensée libre qui rend possible d'imposer par la force des doctrines officielles totalement dépourvues de signification.* »

Peut-être est-ce ainsi que nous pouvons comprendre le travail de Johann Chapoutot lorsqu'il fait du nazisme une des matrices du management contemporain ?

Dans ce contexte, la montée en puissance de **pouvoirs obscurs** – économiques, financiers mais aussi criminels (20 % du PIB mondial) – est un trait majeur de la **mondialisation** qui affaiblit l'État traditionnel.

La liberté de l'individu acteur **du marché** n'est pas la même que la **liberté politique** de l'individu acteur de la démocratie, la seconde peut fort bien contredire la première et un « libéral » peut être parfaitement conduit à devoir préserver la première contre la seconde, c'est à dire défendre le marché contre la démocratie (cf. supra).

C'est pourquoi, l'idée du contrat social sera toujours à la fois l'antithèse du marché et le fondement de la démocratie.

²Controuver: affirmer des faits entièrement erronés (les fameuses "fake-news")

³ L'esprit de Philadelphie, la justice sociale face au marché total, Alain Supiot, Éditions du Seuil, Paris, 2010, 184 p.

C'est peut-être pourquoi la nécessité d'inverser le mouvement n'est pas seulement politique, elle est aussi **anthropologique**. Le règne de la **société de consommation** transforme les humains, les rend intolérants à la frustration et leur propose une compensation dégradée à leurs affects douloureux. Elle produit une immaturité générale (qu'elle organise et entretient) et nous empêche de mettre un frein à nos avidités, nous rend inaptes à trouver satisfaction dans le limité.

Enfin, nous référant souvent à Jean-Jacques Rousseau, rappelons-nous aussi qu'il préconisait l'usage du **mandat impératif**. Dans ce système, les élus sont en effet obligés d'appliquer le programme pour lequel ils ont été authentiquement élus ; dans le cas contraire, ils sont révoqués. Et pourtant, la France a choisi de faire tout l'inverse ; le mandat impératif est même interdit par la constitution. Ce qui est regrettable car la démocratie n'est pas une affaire de confiance : elle est plutôt, comme l'énonce justement Edward Snowden, une **exigence d'effort** (propos tiré du documentaire *Meeting Snowden* par Flore Vasseur (Arte, 2017)).

Dans une démocratie digne de ce nom, les milieux populaires ne sont pas a priori contre les « élites » ni contre **la culture des élites** si celle-ci les nourrit. Si les classes populaires rejettent aujourd'hui la culture du monde d'en haut, c'est d'abord parce que ce monde les a rejetées, la « sécession des élites » est parfaitement documentée, mais aussi parce que cette culture « d'élite » **s'est effondrée**. À quelques exceptions près, la culture des élites se résume au **marché**, à **l'immédiateté** et au **divertissement**.

On ne soulignera jamais assez à quel point cet affaïssement des élites a contribué au développement de la défiance à leur égard. Le rejet des politiques tient tout autant à leur *trahison qu'à leur* impuissance et leur baisse de niveau intellectuel.

Or, contrairement à ce qu'on imagine, les classes populaires sont très sensibles au niveau culturel des élites, elles sont attirées par les politiques qui manient la langue, pas par les publicistes qui manipulent la novlangue.

Ce qu'on appelle anti-élitisme est, en réalité, non seulement la colère contre cette sécession, cet abandon, ce mépris, mais aussi la critique d'une bourgeoisie médiocre qui fait chaque jour la preuve de son incompétence et de son indécence.

Dans le monde d'après, celui qui devait advenir après chaque crise (2008, Covid), la réalité met en évidence, non pas les failles mais les impasses de notre organisation sociale à base de capitalisme. La méthode est toujours la même : **feindre** de tout remettre à plat mais, surtout, **ne rien changer**. C'est bien pourquoi, aujourd'hui, **le progressisme** n'est plus associé au progrès mais trop souvent à la **régression sociale**, pire il est perçu comme une **tromperie**, un discours qui vise surtout à protéger les intérêts de classes, et comme une stratégie de **communication**.

3. les risques de l'absence de « réelle » Démocratie

Alors, la démocratie peut-elle survivre au XXI^{ème} siècle (4) ?

Les auteurs de l'ouvrage éponyme nous demandaient comment ne pas être inquiet devant **les signes avant-coureurs** déjà en vue dans le fonctionnement de l'organisme société : le grand fossé entre la classe politique et les électeurs, l'augmentation progressive de l'abstentionnisme électoral, le discrédit des hommes politiques et des partis, la corruption des dirigeants et des institutions de pouvoir, le retour à des formes « archaïques » de contestation, la résurgence des phénomènes charismatiques, le repli des citoyens dans leur chez-soi, la solitude des masses, le nouveau rôle des

⁴ titre d'un ouvrage, qui a déjà 20 ans (2004), sous la direction d'Alexandre DORNA et Patrice GEORGET.

médias qui actualise la devise romaine *panem et circenses*, (le tittytainment (combinaison des mots anglais « tit » (« sein » en anglais) ou « titillate » (« taquiner pour exciter gentiment » en anglais) et « entertainment »). La connotation sexuelle y est moins présente que l'allusion à l'effet endormant et léthargique que l'allaitement maternel produit chez le bébé quand il boit.) évoqué dans d'autres planches) l'individualisme effréné, le retour des formes refoulées d'action politique (terrorisme, communautarismes...). Ce sont bien ces constats, entre autres, qui nous conduisent à questionner la nécessité d'un nouveau contrat social.

Une démocratie réelle serait l'exact inverse du fonctionnement actuel où **même les votes sont déniés** s'ils ne conviennent pas aux dirigeants (du référendum de 1995 aux dernières élections législatives).

L'absence de démocratie réelle et de contrat social produit des mouvements compulsifs du corps « société » et risquent de réveiller l'éternelle pulsion de l'humanité malheureuse : la lutte du tous contre tous, c'est à dire l'opposé du pacte social ! Et la régression à des formes politiques plus autoritaires, de plus en plus courantes dans nos sociétés occidentales.

L'absence de démocratie réelle et de contrat social laisse le champ libre à la prétendue singularité proclamée des *individus* peu à peu réduites au profit de l'émergence d'**une masse** (ou d'un agrégat) d'un nouveau type : *la masse des individus*. Ces derniers, soumis inconsciemment aux influences mises en œuvre par des **propagandes** uniformisantes, ne se différencient guère plus que sur une variable parfaitement construite : le niveau de leurs revenus, lequel détermine des pratiques diverses de consommation qui donnent l'illusion des différences individuelles.

Sans apporter la moindre contribution à l'idée de projet commun !

Cette absence conduit à **la perte** d'un projet de **perfectionnement** de l'humanité, à l'échec des théories du **changement social** et la présence d'un néolibéralisme **individualiste** qui contrevient manifestement à l'article premier de notre Constitution.

Mais peut-on être libres, égaux, fraternels et citoyens, à des dizaines de millions, sans des systèmes de relais et de contrôles qui dénaturent la démocratie et d'autre part, sans effet de déresponsabilisation et de dilution identitaire ?

Cette question, nous le verrons plus loin, nécessite une réflexion en profondeur. (Cela renvoie la question du gigantisme abordé page 5 et celle de la taille des sociétés page 10)

Par ailleurs, dans nos contrées, une **longue jouissance de la paix**, (Certains se rappelleront les mots des parents quand nous étions des jeunes gens « récalcitrants » « il leur faudrait une bonne guerre »), de la liberté et des biens matériels a émoussé notre vigilance de citoyens, notre désir de politique, oubliés des périodes de conquête de droits sociaux, stimulées par l'adversité des conditions de travail, ou bien, majeures, des périodes de guerres.

Peut-on éviter qu'au plus de **liberté** soit associé un **consumérisme** qui la dénature en la matérialisant : où est passé **le symbolique** ? Qui, au-delà des Loges, est également essentiel à la construction du contrat social et du pacte qui l'accompagne. Fort heureusement, « liberté » dans un contexte social non capitaliste, signifie aussi liberté politique, délibérative, décisionnaire, créative et ... Poétique.

Sous le règne du libre marché, du marketing commercial au **marketing politique** il n'y a qu'un pas, pour F. Brune (Violences de l'idéologie publicitaire ; 1985)... le marketing politique n'est pas

compatible avec la démocratie. « *Si la politique a pu se réduire à un spectacle, si les candidats au pouvoir se vivent comme des produits en quête d'images de marque, c'est que le peuple a préalablement été réduit à un public* » ; le citoyen « *juge sur images, choisit sensoriellement, prend son opinion pour un engagement, confond enfin la consommation des shows politiques avec l'exercice de sa raison civique. En préparant l'avènement du marketing politique, l'idéologie publicitaire hâte la fin de la démocratie* ». (À l'échelle mondiale, les dépenses publicitaires occupent la 2ème place après les dépenses militaires...).

C'est ainsi que prospère l'un des contresens les plus courants sur la démocratie, la transformant en un **marché des opinions**, lui-même censé être garanti par la **liberté d'expression**.

4. Qu'est-ce que la Démocratie ?

Dans une république sociale et démocratique, **la citoyenneté consiste à être à la fois gouvernants et gouvernés.**

Une république sociale et démocratique implique d'élargir la sphère publique et l'épanouissement d'une **société participative** sans oublier le besoin de s'interroger en permanence sur la signification ultime de la conception républicaine de la **vie en société**, réflexion à la **base du contrat social**.

La démocratie « vivante »... institue politiquement le monde social parce qu'elle permet une **délibération** à son sujet. Autrement dit, elle ne libère pas les individus de la société comme le postule le libéralisme « thatchérien ». Elle autorise une réflexion sur les déterminations sociales afin de savoir s'il convient de les modifier ou de les garder... ce qui va servir à construire le contrat social.

Mais, qu'est-ce qu'une **délibération démocratique** ?

Du point de vue du citoyen, doivent être garanties la liberté et l'égalité, c'est à dire la possibilité de participer au débat et d'y avoir une légitimité égale à celle des autres. Il est également indispensable que les citoyens délibérants soient tous **affectés par la décision** potentiellement prise.

La différence avec des représentants décidant de mesures qui n'ont pas d'effet sur eux – par exemple la modification des règles de calcul de l'assurance chômage – apparaît ici maximale.

De plus, la délibération démocratique consiste tout autant à **penser avec les autres qu'à penser devant les autres**. Cette dernière condition oblige à produire une argumentation détachée de son intérêt individuel sous peine d'entraîner sa disqualification.

Nous avons assisté à un tel exercice lors de la convention citoyenne pour le climat qui a réuni 150 citoyens tirés au sort pour constituer un mini public ayant les caractéristiques sociologiques de la diversité des citoyens du pays (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, niveau de revenu, origine géographique...) Ils ont produit au cours de discussions et débats en groupes largement informés par l'audition d'experts sur le mode contradictoire, 150 propositions qui devaient être soumises soit aux assemblées soit aux citoyens par le biais d'un référendum, engagement qui n'a malheureusement pas été respecté. Un tel dispositif, employé régulièrement dans les votations suisses, dans l'écriture d'une nouvelle constitution en Islande, dans l'élaboration de lois sur le mariage homosexuel comme en Irlande, permet une délibération démocratique qui aboutit à des résultats souvent bien meilleurs que ceux produits par nos assemblées de représentants ou par nos gouvernements quand il s'agit de lois élaborées par eux.

Bien entendu les 150 tirés au sort, même très représentatifs de la diversité sociologique du pays, doivent voir leurs propositions validées par l'ensemble de la population. Soit par ses représentants parlementaires mais, bien mieux, par tous par voie de référendum. La condition pour que ce vote référendaire ait de la valeur consiste dans l'information pleine et entière des votants (ce serait le rôle d'une presse indépendante) puis de leur délibération locale (au niveau des communes, des

agglomérations ou des départements). Dispositif démocratique donc assez lourd mais indispensable à sa validité.

Bien entendu, un tel dispositif peut et doit exister au niveau municipal, régional et national. Au premier niveau, il existe déjà dans certaines villes où à l'échelle de quartiers, des modalités d'exercice démocratique vivants, que ce soit des maisons de la citoyenneté, lieux de la concertation, des conseils participatifs, des jurys citoyens, des débats publics, des budgets participatifs, des commissions permanentes, des observatoires indépendants de la vie démocratique (conseil communal de la démocratie), des forums numériques et des cahiers de doléances par quartiers ou à l'échelle de la commune. L'enjeu est alors de consulter les habitants, non pas seulement pour des détails du quotidien, choisir la couleur des réverbères, mais pour des décisions importantes. Ainsi peuvent se développer chez les habitants le sentiment du bien commun, de pouvoir contribuer au débat public, le désir de l'implication et de la responsabilité, bref une vitalité démocratique.

L'exercice véritable de la démocratie ne peut donc **pas** consister à mettre de temps en temps un **bulletin de vote** dans une urne, **ni** à formuler des **doléances** dans des réunions avec des élus. (Dans une démocratie digne de ce nom, **les citoyens participent activement à la vie de la cité** et s'en remettent d'abord à eux-mêmes pour les choses qui les concernent.)

Il ne s'agit donc pas de donner le pouvoir à un peuple qui serait maintenu dans l'**ignorance**. Ainsi, comme le notait Proudhon : « **Démocratie c'est démopédie**, éducation du peuple ». Et nous l'avons vu, celle des élites.

Pour que les décisions du peuple soient les plus rationnelles possibles, **l'éducation initiale, supérieure et permanente** doit être forte. Nécessairement, cette éducation doit être gratuite, obligatoire et préparer à l'exercice de la démocratie en insistant sur l'approche sociale de la raison et le développement de l'esprit critique.

Jürgen Habermas soutient aussi (Droit et démocratie) que dans l'État démocratique, le souci des cours constitutionnelles devrait être surtout celui de « *contrôler que restent ouverts les 'canaux' nécessaires au processus de formation de l'opinion et de la volonté par lesquels une communauté juridique démocratique s'organise elle-même.* »

Et Barbara Stiegler de plaider pour que l'Université retrouve son rôle dans la production d'une science mise à disposition du peuple pour l'éclairer, lui permettre d'exercer son esprit critique, de résister à toutes les sources de désinformation actuelles.

Un enjeu fondamental réside donc dans l'accessibilité pour tous à des informations de qualité par une **presse redevenue indépendante** des puissances financières. Tel était déjà l'exigence du CNR en 1944 tant les médias avaient joué un rôle délétère dans les années 30. Que dire actuellement des médias « mainstream » sans parler des réseaux sociaux ?

Pour que ce type de Démocratie réelle puisse exister, (cela demeure possible,) **les écarts sociaux** doivent respecter certaines limites, et **le monde environnant** demeurer à la mesure de la personne humaine- deux conditions anéanties quand la circulation de l'énergie devient trop intense. (cf. I. Illich – Énergie et Équité)

Des **sophistes** pourraient prétendre que, dans tous les cas, le peuple dirige – soit par son activité, soit par sa **soumission** - s'appuyant sur la Boétie et sa « servitude volontaire ».

5. quelles sont les conditions de son existence ?

La démocratie, qui résulte d'un contrat social, est un régime politique où **le peuple** a pleinement **conscience** qu'il **détient le pouvoir** et qu'il **l'exerce** alors de manière **active et réfléchie**. Comme l'avait compris Hegel, pourtant loin d'être partisan de la démocratie directe : l'avènement de la

démocratie est parallèle à l'avènement de la **conscience de soi**. Tout problème politique est aussi un problème psycho-politique : un peuple qui s'éloigne de la démocratie est un peuple qui tient à éviter d'avoir conscience de sa propre condition.

La critique de l'absence de démocratie, impose d'avoir une idée de ce que sa présence **pourrait signifier**.

Deux principes essentiels d'une démocratie directe ne sont pas négociables. D'une part, il s'agit bien sûr de permettre au peuple de **participer** à la vie politique le plus régulièrement possible et que ce peuple soit **souverain**, c'est-à-dire refuser toute **confiscation** de la volonté du peuple, cette « volonté générale ou volonté citoyenne globale » que nous avons abordé dans la planche introductive au Nouveau Contrat Social.

6. Quels obstacles s'y opposent-ils ?

Un des obstacles majeurs à la participation de tous à la vie démocratique réside dans la question de **la taille** des sociétés modernes. Olivier Rey⁵ nous avertit : « *Les grandes puissances et la démocratie,..., s'excluent mutuellement sur le long terme, puisque la taille excessive ne peut être en dernière instance gérée et maintenue que par une organisation totalitaire.* »

Schumacher (Small is beautiful) prenait soin de souligner qu'il n'existe pas de réponse univoque à la question de taille, car la taille adéquate est chaque fois déterminée par le type d'activité qu'elle concerne, et déplorait la propension des hommes à vouloir appliquer les mêmes schémas de pensée en toutes circonstances, sources d'innombrables aberrations.

L'anonymat et le gigantisme, le gigantisme qui contraint à l'anonymat, mettent donc en échec une morale – le contrat social - fondée sur l'attention à porter à l'autre – le pacte social.

« L'enfer c'est l'avalanche des autres » L. KHOR

Montesquieu, dans l'Esprit des lois, a particulièrement insisté sur l'importance de **la taille** d'une société quant à la façon dont celle-ci est susceptible de se gouverner...

Rousseau était du même avis... (pour) un gouvernement démocratique, (il faut), « *un État très petit, où le peuple soit facile à rassembler, et où chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres* » (Le contrat social).

Pour l'un et l'autre auteur, la démocratie supposait de plus des **mœurs simples et sobres**, « l'amour de la démocratie est encore l'amour de la frugalité » et non l'hubris dénoncé par les athéniens au 4^e siècle avant JC.

Mais nous l'avons vu, il existe des dispositifs qui permettent à un pays de taille du notre d'organiser la participation des citoyens. Rappelons-nous que la démocratie athénienne ne comptait pas moins de 60 000 citoyens répartis sur 2500 km² (la taille d'un petit département français) et que l'assemblée délibérative, l'*ekklesia*, réunissait sur le Pnyx de 6 à 10000 personnes. Chacun pouvait s'exprimer et faire une proposition de loi qui était votée, établissant ainsi la *doxa*, l'opinion du moment sur ce qu'il convient de faire, pas sur ce qui est vrai ou non, qui était d'autant plus acceptable par ses opposants qu'ils pouvaient la modifier par un vote ultérieur.

Si le pouvoir oligarchique nous met en garde contre le risque d'une **société totalitaire** que par ailleurs il organise, entre autres par le numérique, les GAFAM..., la promotion d'un **Nouveau Contrat Social** qui évite ce risque, nécessite la défense volontaire et convaincue d'une **République laïque et sociale où la démocratie est un outil de la liberté, de l'égalité et de la fraternité**.

⁵Une question de taille. Stock-essais, 2014

L'enjeu est de taille. Comme l'écrivait en 1915 Rosa Luxembourg, « Socialisme où barbarie ? », nous pourrions dire Alors « démocratie réelle ou barbarie ? » Il s'agit ni plus ni moins de restaurer et de promouvoir les moyens de faire fructifier le bien commun en dépit de la mainmise croissante des acteurs privés sur nos vies quotidiennes. Nous en avons les moyens collectifs. Que notre lucidité, notre fraternité, nous procure l'énergie de les mettre en œuvre. Malheureusement pas sous le règne du capitalisme.

Quelques supports Biblio :

Leonor Franc Écrivain et professeur de philosophie. M. Mondialisation 16/05/2023

Yves-Charles Zarka (Ss la direction de). Démocratie , état critique. Armand Colin , 2012

Barbara Stiegler- Christophe Pébarthe, Démocratie , manifeste. Le bord de l'eau, 2023

Roland Gori. Et si l'effondrement avait déjà eu lieu., LLL, 2020

Natacha Polony et le Comité Orwell. Bienvenue dans le pire des mondes. Plon 2016

Yves Sintomer. Petite histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours. La découverte. 2011.

Jacques Rancière. La haine de la démocratie.

Quinn Slobodian. Le capitalisme de l'apocalypse.